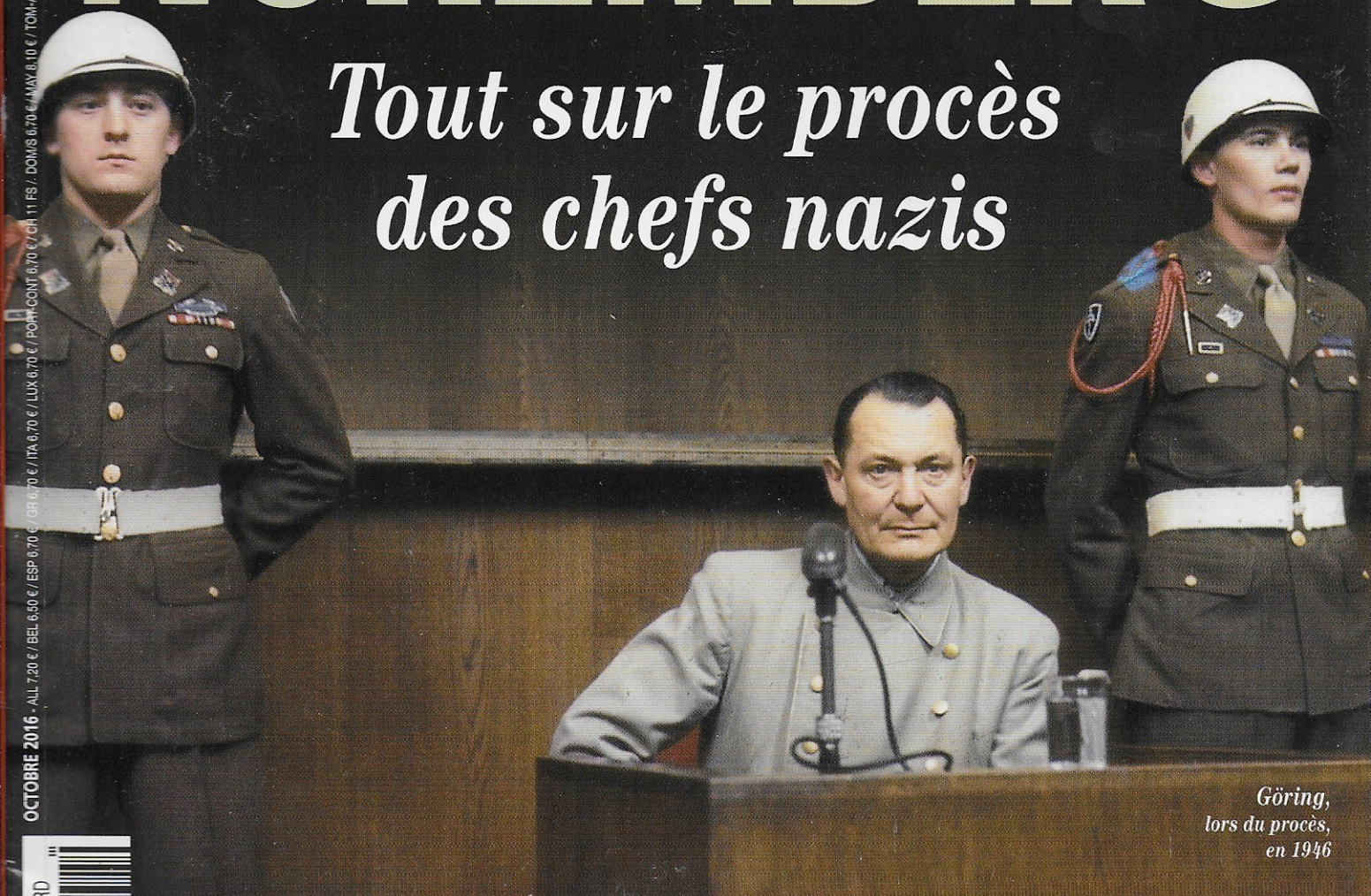


70 ans après...

# NUREMBERG

*Tout sur le procès  
des chefs nazis*



Göring,  
lors du procès,  
en 1946

*Algérie, 1956*

**Le kidnapping  
de Ben Bella**

**Lorànt Deutsch**

*Un intrus chez  
les historiens*

OCTOBRE 2016 - ALL 7,20 € / BEL 6,50 € / ESP 6,70 € / FR 6,70 € / ITA 6,70 € / LUX 6,70 € / POL 6,70 € / ROM 6,70 € / UK 6,70 € / CAN 9,99 \$ / CAN 9,99 \$

M 05067 - 838 - F - 5,70 € - RD







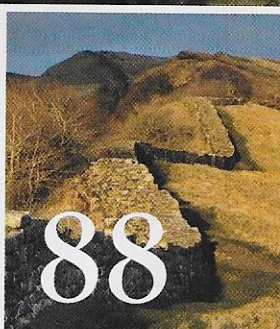
44

WWW.BRIDGEMANART.COM



68

SERVICE DE PRESSE



88

MARQUEL COHEN

44

## RÉCITS

**44 À HASTINGS, GUILLAUME SOUMET L'ANGLETERRE**

*Franck Ferrand*

**50 SEMMELWEIS, UN PASTEUR EN GERME**

*Carl Adherold*

**54 ALGÉRIE, 22 OCTOBRE 1956: LE KIDNAPPING DE BEN BELLA**

*Tramor Quemeneur*

**62 LE KRAK DES CHEVALIERS**

*Martine Devillers-Argouac'h*

68

## CULTURE

**68 EXPOS**

La Lorraine célèbre « Stan » le Bienfaisant

*Joëlle Chevé*

**74 ÉCRANS**

Ciné, série, jeux vidéo, théâtre...

**80 LIVRES**

La sélection de la rédaction

**88 VOYAGE**

Le mur d'Hadrien

*Clémentine V. Baron*

**94 AU MENU**

Les vendanges tardives

*Gérard Muteaud*

**96 MOTS CROISÉS**

**98 La chronique** de Guillaume Malaurie

## CONTRIBUTEURS



**FRANCK FERRAND**  
Historien, auteur de très nombreux best-sellers, il anime *Au cœur de l'histoire* sur Europe 1.



**CARL ADHEROLD**  
Historien de formation, auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les poissons ne connaissent pas l'adultère* et *Rouge* (Escales éditions, 2016).



**TRAMOR QUEMENEUR**  
Universitaire, il a récemment codirigé *La Guerre d'Algérie revisitée: nouvelles générations, nouveaux regards* (Karthala, 2015).



**MARTINE DEVILLERS-ARGOUAC'H**  
Traductrice, Prix Pierre-François-Caillé en 2005, elle a rédigé *Charles Bell, chirurgien à Waterloo* (Michalon, 2015).



**CLÉMENTINE V. BARON**  
Journaliste, elle a notamment retracé, pour les petits, la vie des grands personnages de l'Histoire (*Quelle histoire éditions*).



# *Le kidnapping de Ben Bella*

PAR TRAMOR QUEMENEUR

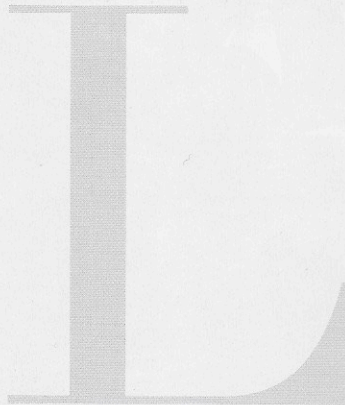




*L'avion transportant le leader du FLN et ses comparses est détourné vers Alger. Un traquenard savamment orchestré par les autorités françaises. Mais qui anéantit le processus de paix mené en secret.*

#### PIÉGÉ

Dès 1955, la neutralisation des chefs du FLN est une priorité pour Paris. Nom de code de la mission : « Hors jeu ». Ahmed Ben Bella (1916-2012) sera détenu en France jusqu'aux accords d'Évian, signés en 1962.



Lorsque débute l'insurrection algérienne, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, le Front de libération nationale (FLN) est dirigé, à l'intérieur du territoire, par un groupe des Six (Rabah Bitat, Mostefa Ben Boulaïd, Mourad Didouche, Mohamed Boudiaf, Belkacem Krim, Larbi Ben M'Hidi). À l'extérieur est établie une délégation de trois personnes (Mohamed Khider, Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella). Ce dernier passe alors pour être l'émissaire du FLN auprès de l'Égypte, dirigée depuis 1952 par Gamal Abdel Nasser, figure de proue de la décolonisation et du mouvement des non-alignés.

En Algérie, en août 1955, l'Armée de libération nationale (ALN), la branche armée du FLN, fait appel à la population pour lancer dans le nord du Constantinois une insurrection populaire qui fait plus d'une centaine de victimes et conduit à une répression implacable (des milliers de morts). Un an plus tard, le FLN opère un tournant : le congrès qui se déroule dans la vallée de la Soummam consacre la primauté du FLN de l'intérieur sur celui de l'extérieur et permet à l'ALN de l'intérieur de se structurer.

En France, à l'issue des élections législatives, le leader socialiste Guy Mollet est appelé à la présidence du Conseil en janvier 1956. Pendant la campagne électorale, il a déclaré à plusieurs reprises que la

guerre d'Algérie était « imbécile et sans issue ». Mais à Alger, le 6 février 1956, il est violemment conquis par un imposant cortège de manifestants d'Européens (les futurs « pieds-noirs »), ce qui est resté dans la postérité sous le nom de « journée des tomates ». La politique algérienne de Guy Mollet prend alors un tour répressif.

Cela ne l'empêche cependant pas d'entreprendre secrètement des négociations avec les indépendantistes algériens. Dès le 5 mars 1956, le ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau, de passage au Caire, propose à Nasser d'ouvrir des pourparlers secrets avec le FLN. Les propositions françaises, portées par Georges Gorse, tiennent en une large autonomie de l'Algérie, à la libération des détenus politiques et à des garanties pour les membres de l'ALN, ainsi qu'à l'organisation d'élections libres et à des négociations avec les représentants élus.

#### Rencontres clandestines

Ces propositions sont discutées en mai-juin 1956 par Mohamed Khider, pour le FLN, et Joseph Begarra, socialiste d'Algérie aux idées libérales. Les discussions sont reprises en juillet 1956 sur l'île de Brioni, en Yougoslavie. Pierre Commin, secrétaire général adjoint de la SFIO, ami personnel de Guy Mollet, rencontre Ahmed Francis et M'Hamed Yazid, mandatés par la délégation extérieure du FLN. Le principe de discussions entre des représentants du gouvernement français et des représentants du FLN est retenu, mais celles-ci doivent rester secrètes et officieuses. D'autres rencontres allant dans le même sens se déroulent à Rome les 17 et 18 août.

Les discussions sur le fond s'engagent début septembre, les délégations étant composées d'un côté de Mohamed Khider, M'Hamed Yazid et Abderrahmane Kiouane et, de l'autre, de Pierre Commin, Ernest >>>



# COUP DE JARNAC SUR LE TARMAC

RUE DES ARCHIVES/TALLANDIER



**1** Les 20 et 21 octobre 1956, quatre des neuf membres fondateurs du FLN (de g. à dr., Mohamed Khider, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Boudiaf, Mostefa Lacheraf – le seul à n'être pas membre du FLN – et Ahmed Ben Bella) rencontrent à Rabat le sultan du Maroc, Mohammed V. Une entrevue suivie de près par le contre-espionnage français.

**2** Le 22 octobre, le groupe pose devant le DC-3 censé les ramener à Tunis. Sans se douter que les Français ont organisé le détournement vers Alger de l'appareil.

Appréhendés à leur sortie de l'avion, les membres du « quintette », ainsi que les désignent les services spéciaux, sont conduits à la Direction de la sûreté du territoire.

**3** Le secrétaire d'État aux Forces armées Max Lejeune (en costume), chargé des affaires algériennes dans le gouvernement Guy Mollet, avait donné son feu vert à cette mission – mise au point, entre autres, par le général Lorillot (en képi), chef de la X<sup>e</sup> région militaire. L'opération restera dans les annales comme étant le premier acte de piraterie aérienne.



DANIEL CAMUS/PARISMATCH/SCOOP



## Chronologie

**Octobre 1946** Messali Hadj fonde le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MLTD), fer de lance du nationalisme algérien, fort de 25 000 militants. Son programme : l'indépendance totale.

**10 octobre 1954** Fondation du Front de libération nationale par un groupe de neuf personnes, dont Ahmed Ben Bella. Le FLN se dote d'une branche armée, l'Armée de libération nationale.

**1<sup>er</sup> novembre 1954** « Toussaint sanglante » : l'insurrection générale, décrétée par le FLN, secoue l'ensemble du territoire algérien. C'est le début de la guerre. Des CRS sont envoyés de France, le MLTD est dissous.

**12 mars 1956** Devant le durcissement du conflit, l'Assemblée nationale vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet. Il est fait appel au contingent : 450 000 soldats français sont mobilisés.

FRANÇOIS PAGES/PARISMATCHSCOOP

3





»» Cazelles et Pierre Herbault. Ces discussions permettent notamment de préciser le cadre de l'autonomie accordée à l'Algérie et conviennent que des perspectives de paix sont en train de se dessiner. Mais à Belgrade, le 22 septembre, Mohamed Khider et le D<sup>r</sup> Mohamed Lamine Debaghine, désigné le comme nouveau chef de la délégation extérieure par Abane Ramdane, qui coordonne les maquis de l'intérieur sur une ligne plus dure, déclarent à Pierre Herbault que les Algériens attendent la proclamation de l'indépendance avant toute discussion sur le fond. Le gouvernement français ne pouvant accepter le terme « indépendance », Pierre Herbault propose de le remplacer par « le droit du peuple algérien à disposer de lui-même ».

### « Alliance étroite »

Par l'entremise de Mohamed Lamine Debaghine, l'ALN de l'intérieur tente de reprendre en main la délégation extérieure du FLN, qu'elle estime prendre des initiatives hasardeuses, bien qu'elle négocie « avec beaucoup de prudence », si l'on en croit l'historien Redha Malek. En octobre, les négociations doivent d'ailleurs reprendre dans un cadre régional, plus propice à l'adoption d'une solution acceptable tant par les Algériens que par les Français.

Les 20 et 21 octobre 1956, Ahmed Ben Bella, Mohamed Khider, Hocine Aït Ahmed et Mohamed Boudiaf, accompagnés par Mostefa Lacheraf, ancien professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand, se trouvent au Maroc. Les hommes de la délégation extérieure rencontrent à deux reprises le roi Mohammed V. Le lendemain, une entrevue est prévue avec le président Habib Bourguiba à Tunis, où doivent se dérouler des négociations pour créer une « fédération nord-africaine » qui pourrait conclure une « alliance étroite » avec la France. Une solution qui permettrait de sortir par le haut de la guerre dans laquelle on s'enfonce en Algérie.

En Algérie, les militaires français suivent avec intérêt la rencontre entre le sultan et les chefs du FLN, par l'intermédiaire du colonel Duprez, qui dirige l'antenne marocaine du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE). Un « quartier d'officiers » du renseignement met au point l'opération de détournement vers Al-

ger de l'avion qui doit conduire les membres du FLN de Rabat à Tunis : « Germain », du SDECE; le colonel Parisot, qui chapeaute le Service de renseignement opérationnel; le colonel Henri Wirth, chef du 2<sup>e</sup> bureau (le renseignement) en Algérie; enfin, le lieutenant-colonel Léon Simoneau, chef du Centre de coordination interarmées. Ils reçoivent l'aval de Pierre Boursicot, directeur général du SDECE, et du général Lorillot, qui commande les forces armées en Algérie. Le gouvernement général (GG) d'Algérie doit dès lors donner son accord. Or, le gouverneur, Robert Lacoste, est rentré pour le week-end en Dordogne. En son absence, Pierre Chaussade, secrétaire général du GG, avalise l'opération. Le secrétaire d'État

aux Forces armées Max Lejeune donne aussi son accord. En revanche, il est incertain que les organisateurs aient cherché à joindre Guy Mollet, alors en déplacement dans le Pas-de-Calais.

Le 22 octobre, sous de fausses identités, les quatre chefs historiques du FLN et Mostefa Lacheraf – le « quintette », ainsi que le désigne le SDECE – décollent à 12h14 de Rabat pour se rendre à Tunis. Ils sont accompagnés par des journalistes français, américains et marocains. Ils devaient voler en compagnie du sultan dans son avion personnel. Mais ce dernier doit être accueilli à Tunis par l'ambassadeur de France, Pierre de Leusse. La présence des chefs du FLN au sein de son avion ne manquerait pas de sus-



ÉCHAUFFURÉE Les « événements » de l'autre côté de la Méditerranée inquiètent la métropole : Paris Match fait sa une du 18 février 1956 sur des heurts survenus place de la Grande-Poste, à Alger.





#### POURPARLERS

Dès mars 1956, les équipes du ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau, ont pris contact avec les indépendantistes. La France est alors prête à accorder une large autonomie à l'Algérie. À la suite du 22 octobre, Pineau rejettera cependant l'idée de relâcher les prisonniers : « Imaginez quelle serait la réaction des pères et des mères de soldats français qui se battent en Algérie si nous venions à dire aujourd'hui : "Nous allons libérer les cinq chefs de ceux qui tuent vos enfants." »

KESTONE/FRANCE

## « VOILÀ COMMENT UN PEUPLE PEUT FAIRE CONFIANCE AUX FRANÇAIS ! »

### Ben Bella, après son arrestation

citer des remous qui seraient du plus mauvais effet pour les négociations à venir. D'ailleurs, le gouvernement français a fait savoir, par l'entremise d'Alain Savary, secrétaire d'État aux Affaires marocaines et tunisiennes, que le gouvernement français suspendait son aide financière au Maroc à cause de l'entrevue entre le sultan et la délégation du FLN.

Ainsi, un DC-3 bimoteur de la compagnie Air Atlas-Air Maroc a été affrété par le gouvernement marocain. Le personnel navigant est français, dont le commandant de bord (officier réserviste, ancien des Forces françaises libres) et une hôtesse de l'air, correspondante du SDECE.

L'avion devant initialement survoler le territoire algérien, le cabinet militaire du GG, afin de couvrir l'opération, écrit la directive 2373/CM sur l'arraisonnement d'avions survolant le territoire algérien (qu'il antidate du 19 octobre). Mais Hocine Aït Ahmed et le prince Moulay Hassan, futur roi Hassan II, conviennent par prudence de ne pas survoler l'Algérie et de passer par Majorque, aux Baléares, pour faire le plein d'essence avant de repartir vers Tunis.

Le commandant de bord reçoit un appel à 16 heures lui intimant l'ordre, « au nom du gouvernement français », de se dérouter sur Oran en prétextant une panne. Le commandant s'y refuse, arguant de son apparte-

nance à une compagnie étrangère. Le commandant et l'équipage acceptent finalement, à condition que leurs familles vivant au Maroc soient exfiltrées du pays. Après l'escale à Palma, l'hôtesse de l'air rassure les passagers, qui ne se doutent de rien : le temps de vol étant plus court pour aller à Alger qu'à Tunis, l'avion doit tourner dans les airs pour atterrir à l'heure prévu. L'avion se pose finalement à 21 h 20 sur le tarmac de l'aéroport de Maison-Blanche.

#### Sortie de secours

Tandis que l'équipage sort en hâte par la sortie de secours, les chefs du FLN se rendent compte que des chars et des voitures blindées entourent l'avion. Selon le journaliste américain Tom Brady, présent dans l'appareil, Hocine Aït Ahmed s'exclame alors : « Voilà comment un peuple peut faire confiance aux Français ! » Quelques documents sont détruits avant que la sécurité de l'air, commandée par le colonel Émile Andrès, pénètre dans l'avion. Ben Bella se saisit de son revolver, mais se ravise aussitôt : l'occasion de le tuer serait trop belle. Lorsque les cinq hommes descendent, les flashes crépitent. Ben Bella déclarera : « Je n'aurais pas cru les Français capables de ça. » Il s'agissait du premier acte de « piraterie aérienne » de l'aviation civile, comme l'un de ses acteurs, le colonel Parisot, l'a reconnu et qualifié. La condamnation internationale est unanime.

Arrivés à Tunis, l'ambassadeur de Leusse et le sultan Mohammed V sont parmi les premiers avertis. L'ambassadeur est furieux ; le roi téléphone au président de la République, René Coty, pour lui dire qu'il se sent déshonoré. Dans le même temps, Guy Mollet est mis au courant. La stupeur et la déconvenue lui font lâcher : « Les imbéciles... » Apprenant que Max Lejeune a donné son accord, il lui dit vertement qu'il doit s'expliquer devant le président de la République. À l'Élysée, René Coty affirme également se sentir déshonoré et estime que les prisonniers doivent être libérés. C'est également l'avis de Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, et d'Alain Savary. En revanche, Maurice Bourghès-Maunoury, ministre de la Défense nationale, et Max Lejeune désapprouvent nettement cette idée. Finalement, Guy Mollet souligne l'impossibilité »



» de revenir en arrière – même s'il est en désaccord avec l'opération réalisée sans l'assentiment du gouvernement. En effet, l'opinion publique ne comprendrait pas ce désaveu et le Parlement renverserait vraisemblablement le gouvernement. Au sein de celui-ci, la ligne de fracture s'élargit : après Pierre Mendès France en mai, Alain Savary démissionne également. Son chef de cabinet fait de même, ainsi que l'ambassadeur de Leusse.

À leur descente d'avion, les membres de la délégation extérieure du FLN sont emmenés dans les locaux de la Direction de la surveillance du territoire à Alger pour y être interrogés. Les documents saisis sont analysés : les minutes du congrès de la Soummam, le plan algérien pour s'emparer d'une partie du territoire de l'Ouest algérien et y installer un « gouvernement en exil », les livraisons d'armes envisagées... Les membres de la délégation extérieure du FLN sont ensuite envoyés par avion en France métropolitaine pour y être incarcérés à la prison de la Santé, puis à l'île d'Aix et, à la fin de la guerre, au château de Turquant et au château d'Aunoy.

À l'annonce de cette arrestation, la population française, notamment en Algérie, laisse éclater sa joie. Les militaires se félicitent du succès tactique de cette opération. Mais cette arrestation rend évidemment impossible toute négociation, notamment au

cours de la conférence prévue à Tunis. Les chances de parvenir à un règlement pacifique s'évanouissent durablement ; il faut attendre les rencontres de Melun en 1960 (quatre ans plus tard !) pour que des négociations soient officiellement engagées.

Certes, certains pouvaient peut-être s'en réjouir, afin de maintenir le statu quo. Mais, même dans cette optique, l'opération d'arraisonnement de l'avion peut apparaître comme une grave erreur stratégique. Si la conférence de Tunis s'était déroulée, le FLN aurait été traversé par une crise politique : Abane Ramdane était contre cette conférence, ce qui aurait probablement conduit à un conflit ouvert entre le FLN de l'intérieur et sa délégation de l'extérieur. L'arrestation de cette dernière laisse le champ libre à une tendance plus dure du FLN, davantage favorable à la lutte armée. En outre, les rangs du FLN se resserrent et les tensions qui pouvaient apparaître en son sein s'estompent. Tant du côté algérien que du côté français, la politique cède la place au militaire.

Cette opération est également révélatrice d'une caractéristique majeure de la guerre d'Algérie, à savoir la désobéissance d'une partie des militaires français à l'égard du pouvoir politique. Celle-ci se manifestera par la volonté de renverser le pouvoir en 1961, les attentats de l'OAS et les tentatives d'assassinat du président de la République, qui est pourtant, alors, un militaire. ♦



#### ESCALADE

Inexorablement, l'Algérie bascule dans la guerre. L'armée investit les mechtas, ces hameaux disséminés, pour débusquer des membres du FLN (ci-contre, l'opération « Gérard I », menée par le 3<sup>e</sup> régiment de parachutistes coloniaux dans la région de Champlain, au sud d'Alger).

## Trois questions sur une opération spéciale

### L'avion aurait-il pu être abattu ?

La présence d'un équipage français à bord et le fait qu'il fut affrété par le gouvernement marocain interdisent aux militaires français de faire exploser l'appareil en vol. Pourtant, cette éventualité avait déjà été évoquée, y compris par le colonel Barberot, un proche du général de Bollardière aux idées pourtant libérales. La décision est donc prise de détourner l'appareil vers l'Algérie. Il est suivi par des avions de chasse Mistral de la 6<sup>e</sup> escadre, qui ont décollé d'Oran, ainsi que par un bombardier B-26. Les agents de la tour de contrôle de l'aéroport d'Alger réclament « les salopards ». Mais la possibilité de détruire l'appareil est réelle : le commandant du DC-3 est prévenu que l'ordre est donné de tirer sur le moteur droit si l'avion dévie de sa trajectoire. Ensuite, la tour de contrôle à Alger ne parvient plus à entrer en contact avec le DC-3, ce qui accroît le danger : le commandant du DC-3 va-t-il appliquer les consignes ? Un avion de liaison Dassault MD 315 Flamant du groupement d'outre-mer 86 décolle de Blida, en Algérie, mais il ne parvient pas non plus à communiquer avec le DC-3. À plusieurs reprises, les militaires à Alger constatent sur les radars que l'avion sort de sa route, mais celui-ci reprend toujours la direction d'Alger, jusqu'à s'y poser à 21 h 20.





ROGER-VOLLET

### Guy Mollet voulait-il éviter la guerre ?

La politique du président du Conseil se résume alors dans le triptyque : « Cessez-le-feu, élections, négociations ». Les négociations ne pourraient ainsi avoir lieu qu'après des élections libres, qui suivraient un cessez-le-feu, c'est-à-dire une fois la « rébellion » vaincue. Pour ce faire, le nouveau gouverneur général en Algérie, Robert Lacoste, prépare les « pouvoirs spéciaux », votés le 12 mars 1956, qui autorisent le gouvernement à prendre « toutes les mesures exceptionnelles » pour rétablir l'ordre en Algérie. Le contingent est alors massivement appelé en Algérie, notamment sous la forme de mesures de rappel des disponibles qui ont déjà terminé leur service militaire et de maintien des appelés sous les drapeaux au-delà de la durée légale, ce qui prolonge dans les faits le service militaire de dix-huit à vingt-sept mois, voire trente-trois mois. L'important mouvement de contestation de ces mesures au printemps 1956 n'empêche pas l'afflux de soldats en Algérie ; leur nombre atteint 400 000 à la fin de l'année 1956 et ne diminue pas jusqu'à la fin de la guerre. En matière répressive aussi figure la volonté des autorités françaises de tuer les leaders du FLN, en particulier Ben Bella : c'est la mission « Hors jeu », décidée depuis le 11 mai 1955 et menée sous la houlette du lieutenant-colonel Jean-Baptiste Allemand, dit « Germain », qui dirige le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) en Afrique du Nord. Celui-ci fait appel à André Achiary, qui était le principal organisateur de la sanglante répression à Guelma en mai-juin 1945, qui prend alors le nom de code « Baudin ». Plusieurs opérations sont menées au Caire et à Tripoli de décembre 1955 à juillet 1956, mais toutes échouent.

### Riposte

Guy Mollet à Alger en février 1956. Un mois après cette visite, au cours de laquelle le président du Conseil sera pris à partie par des manifestants – qui lui jetteront des tomates –, le gouverneur général Robert Lacoste est autorisé à prendre « toutes les mesures exceptionnelles » pour rétablir l'ordre.

## Nasser a-t-il aidé en sous-main le FLN ?



REVUE FRANCE

Ahmed Ben Bella devait réceptionner 72 tonnes d'armes (pour un total de 600 millions d'anciens francs) au Maroc espagnol. C'était plus que toutes les armes de guerre jusqu'alors détenues par l'Armée de libération nationale (ALN). Elles devaient équiper 3 000 combattants. Ces armes d'origine tchèque avaient été chargées à Alexandrie sur l'*Athos*, navire battant pavillon soudanais, commandé par un Grec. Le SDECE et la Marine française repèrent le navire et l'interceptent au large des côtes algéro-marocaines. Ces armes, réclamées

à cor et à cri par les maquis de l'intérieur, permettaient à la délégation extérieure de montrer des gages de son efficacité. De plus, elles auraient permis à l'ALN de libérer une enclave dans l'Ouest algérien pour y créer une « zone autonome » et y installer un gouvernement en exil. L'arraisonnement est donc un coup très dur pour le FLN. En revanche, outre le fait d'empêcher l'armement des maquis algériens, le gouvernement français y voit une occasion de justifier l'intervention qu'il projette en Égypte, de conserve avec Israël et la Grande-Bretagne, pour y renverser Nasser. Celui-ci a nationalisé le canal de Suez et les Français croient qu'il tire les ficelles de l'insurrection algérienne. L'opération « Mousquetaire », qui vise à reprendre le canal de Suez et à renverser le raïs, priverait le FLN d'un soutien de poids, ce qui l'affaiblirait sur le terrain et dans les négociations. T. Q.